

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Après le "Grenelle" de l'environnement

Lier la question sociale et l'écologie

- Social -

Date de mise en ligne : lundi 10 décembre 2007

Démocratie & Socialisme

Le Grenelle de l'environnement a été une opération médiatique, comme l'hyper-président en raffole. Pour autant, réduire le Grenelle de l'environnement à une simple communication présidentielle serait une erreur. L'ampleur des sujets traités, la durée des travaux étalés sur plus de trois mois, le nombre important d'associations et syndicats y ayant participé, tout comme l'écho dans l'opinion de ce Grenelle montrent que la question écologique est devenue une préoccupation largement partagée. Et c'est tant mieux, car nul ne peut nier aujourd'hui qu'il y a urgence écologique.

Quel financement ?

Certaines des grandes mesures proposées lors de ce Grenelle sont positives : plan national d'isolation des bâtiments, développement des transports collectifs, du ferroviaire et de l'intermodalité, bonus - malus sur l'achat des véhicules selon les taux d'émission de CO₂, création d'une taxe kilométrique sur les camions. Cependant, la mise en oeuvre de ces propositions n'est en rien garantie. Aucun plan de financement n'est défini. Par ailleurs, dans certains secteurs comme le BTP, il existe déjà un déficit de main d'oeuvre important. Il est donc indispensable d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail dans ce secteur. La possibilité pour les particuliers de lancer des travaux de rénovation pose aussi la question du pouvoir d'achat de ces derniers. La question sociale et la question écologique sont étroitement liées.

D'autres mesures, comme la suspension effective des OGM, sont repoussées à des débats ultérieurs. Concernant la réduction de 50 % des pesticides d'ici 10 ans, les moyens pour y arriver sont extrêmement flous. Il s'agit pourtant de la santé des salariés agricoles, des agriculteurs et plus généralement de tous qui est en jeu. Il n'est pas tolérable de reproduire cette attitude dangereuse qui a conduit à des catastrophes comme celle de l'amiante. Quant à la question du nucléaire, elle a été tout simplement évacuée du débat par le gouvernement.

Récupération et rapport de forces

Il suffit de lire l'édition du 24 octobre du journal La Tribune pour mesurer l'ampleur de la stratégie de récupération de la thématique environnementale par l'industrie et la finance : « Le vert vaut de l'or », « Un grenelle juteux pour les entreprises ». Le développement durable peut bien évidemment n'être que les nouveaux habits du capitalisme contemporain. Pour autant, le contenu de ce développement durable est un enjeu social, un enjeu de conflit. Cela pose la question du mode de développement et donc du type d'économie.

Il ne faut pas croire que le Grenelle de l'environnement s'est déroulé en dehors de tout rapport de forces. La confrontation a souvent été âpre. Les organisations patronales ont jusqu'au bout cherché à empêcher toute extension des droits des salariés (nouvelles missions environnementales des CE et CHSCT). Quant au financement des mesures retenues, le Medef a clairement indiqué qu'il exigerait des compensations, notamment en termes de baisse des cotisations sociales ! La mise en oeuvre des programmes d'action du Grenelle sera tout aussi importante que le Grenelle lui-même. Et là aussi, le rapport de forces social sera déterminant. La convergence réalisée sur de très nombreux sujets entre les syndicats de salariés et les ONG environnementales, élément positif de ce Grenelle, devra être préservée. Elle permettra d'approfondir le lien entre le social et l'écologie. C'est par là aussi que passera la refondation d'un projet de transformation sociale, le projet socialiste du 21^{ème} siècle.

Eric Thouzeau

L'écologie, nouvelle porte d'entrée vers le socialisme

L'économie est « une activité raisonnée de transformation du monde afin de satisfaire les besoins humains » (René Passet). L'économie est au service de l'homme et il ne saurait y avoir d'autre mesure du progrès économique que le degré d'accomplissement de cette finalité. C'est donc à la gauche de repenser le triptyque nature-économie-social. Cette conception renouvelée de la relation nature-humain-économie constitue finalement une nouvelle porte d'entrée vers le socialisme.

Historiquement, le socialisme est né de la question sociale, c'est à dire du rassemblement de ceux qui, opprimés par le système économique, ont cherché à élever leurs conditions de vie en transformant ce système productif. Aujourd'hui, la question écologique réinterroge le fonctionnement du capitalisme. Prenons l'exemple des transports. En moyenne, un simple yaourt aux fraises parcourt près de 10000 kilomètres avant d'atteindre le réfrigérateur des consommateurs. Il faut mettre fin à ce gaspillage. Il est nécessaire de repenser l'organisation du système économique en exigeant des « relocalisations » en réponse aux délocalisations incessantes.

Subordonner l'économie aux exigences de l'environnement pour mieux répondre aux besoins humains, voilà une belle perspective pour les socialistes !

Ernest Simon

Entretien avec Bernard Saincy (CGT)

« Une énorme inconnue : le financement »

Bernard Saincy est l'animateur du collectif développement durable de la CGT. Dans cet entretien à D&S, il revient sur le bilan du Grenelle de l'environnement et sur l'approche du développement durable faite par la CGT.

D&S : Quelles ont été les priorités défendues par la CGT lors du Grenelle de l'environnement ?

Notre objectif principal était que le Grenelle débouche sur des mesures concrètes, réalisables et socialement justes. Concrètes car l'urgence environnementale ne peut se satisfaire de vagues déclarations d'intention ou pire d'effets de communication. Réalisables car aux programmes d'action doivent être associés des moyens précis et notamment financiers. Socialement justes car si tout le monde doit faire un geste pour l'environnement celui-ci ne peut être que fonction des capacités contributives de chacun. Dans ce cadre, la CGT a mis en avant plusieurs priorités. La première a été de faire admettre le principe (et la nécessité) d'une démocratie environnementale et d'une démocratie sociale renouvelée cela grâce à l'attribution de droits nouveaux environnementaux pour les salariés. Au niveau sectoriel, nous avons porté plusieurs propositions en matière de logement, de transports, d'énergie, de santé environnementale et de biodiversité. Nous avons par exemple soutenu l'idée d'un grand programme de rénovation thermique des bâtiments en insistant pour que celui-ci soit accompagné socialement (nombre et qualité des emplois dans le secteur et prêts bonifiés pour aider les foyers). En matière d'énergie, nous avons porté la diversification du bouquet énergétique allant du nucléaire aux énergies renouvelables (à développer) et surtout un effort considérable en matière de recherche pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2. Concernant les transports, nous avons, en commun avec les ONG participant au Grenelle, défendu le développement des infrastructures ferroviaires et fluviales au détriment de la route ainsi que le financement des transports collectifs par notamment la mise en place d'une taxe (éco-pastille) sur les véhicules fortement consommateurs d'énergie et émetteurs de CO2 et d'une redevance kilométrique sur les camions.

D&S : Quel bilan la CGT tire-t-elle de ce Grenelle ?

Il y a eu des avancées. La tenue et la forme du débat entre les cinq collèges représentés (ONG, syndicats, collectivités territoriales, patronat, Etat) en est une comme les multiples points d'accord qui sont apparus entre syndicats et ONG. D'autre part, les programmes en matière de rénovation thermique, de transport, de protection de la biodiversité vont dans le bon sens comme les orientations prises en matière de démocratie environnementale et sociale. Sur ce dernier point des négociations devraient s'ouvrir avec le patronat pour définir les contenus des droits nouveaux environnementaux des salariés (dont le droit d'alerte) et leurs modalités d'utilisation au sein des Comités d'entreprise et CHSCT. Sur la santé environnementale, nous sommes très déçus. Mais au global, il demeure une énorme inconnue : le financement de ces mesures. Il est bien évident que l'appréciation finale que la CGT peut avoir du Grenelle en dépend et nous y verrons plus clair sur ce point essentiel dans les semaines qui viennent qui seront consacrées au sein des groupes de suivi à cette question. Ces débats s'annoncent difficiles puisque les organisations patronales et agricoles n'ont eu de cesse jusqu'à présent de réclamer des compensations sous forme d'exonérations fiscales du moindre de leurs efforts.

D&S : La CGT a longtemps eu une image « productiviste » et peu soucieuse d'écologie. La CGT a-t-elle changé sur ce point ?

La CGT a toujours été peu ou prou à l'image des salariés. Elle a été productiviste lorsqu'il s'agissait pendant les trente glorieuses de répondre aux besoins sociaux de masse. Cette position a évolué : la réponse aux besoins

sociaux est toujours d'actualité mais la croissance nécessaire pour y parvenir peut être d'une autre nature, plus sobre en énergie et en ressources rares et plus respectueuse des écosystèmes. Pour la CGT, le développement durable par exemple est devenu officiellement un objectif revendicatif en 1999 lors de son 46ème Congrès confédéral. On peut penser que c'est récent. Et ça l'est ! Mais il en est de même de la perception par le plus grand nombre des salariés, de la gravité de la situation environnementale. Il y a donc toutes les raisons de redoubler d'effort en la matière. La CGT s'en est donné les moyens en matière d'expertise et de formation pour ses militants en créant début 2001 un collectif de travail confédéral sur le développement durable associant ses organisations territoriales et professionnelles.

Propos recueillis par **Eric Thouzeau**